



Rentrée 2026 Mobilisons-nous sans attendre ! L'Éducation nationale doit être un impératif absolu !

Après l'adoption du budget Lecornu, **4018 suppressions d'emplois de professeur·es sont annoncées dans le 1^{er} et le 2nd degrés, à la prochaine rentrée, dont 3 256 dans le public.**

Ce gouvernement continue la casse de l'École publique !

En Gironde, cela se traduit :

- dans le 1^{er} degré par 42 postes de professeur·es des écoles supprimés sans oublier les 29 postes détournés pour ouvrir les PAS.
- dans le 2nd degré par 28 postes d'enseignement supprimés.

Cela signifie encore des classes fermées ou plus chargées, des conditions de travail encore plus dégradées et un service public encore plus affaibli.

C'est encore une vision gouvernementale budgétaire et court-termiste qui se sert de la baisse démographique pour faire des économies. **Nous refusons cette politique d'austérité !**

Nous, organisations syndicales FSU, UNSA Éducation, CFDT Éducation Formation Recherche publiques et SUD Éducation, affirmons notre unité pour défendre un projet porteur d'espoir pour les personnels comme pour les élèves.

Nous avons la responsabilité d'organiser la mobilisation Face à ces attaques, les organisations syndicales **FSU, UNSA Éducation, CFDT Éducation Formation Recherche publiques et SUD Éducation** appellent les personnels à se mobiliser massivement pour dénoncer les suppressions de postes et l'insuffisance des moyens concernant tous les métiers indispensables au quotidien dans toutes les écoles, tous les collèges, tous les lycées, tous les CIO, dans tous les services.

Nous dénonçons les choix politiques de ce gouvernement qui attaquent l'ensemble des personnels au quotidien et revendiquons des conditions de travail décentes.

Nous portons un autre projet d'École qui passe par la reconnaissance et la revalorisation de tous les métiers ainsi que par la mise en œuvre de réformes pour faire réussir toutes et tous les élèves sur tous les territoires. Il faut en finir avec les pressions hiérarchiques, les réformes imposées et la gestion autoritaire.

La France a les classes parmi les plus chargées d'Europe, ce qui pèse sur les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels. **La baisse démographique doit être utilisée pour réduire de manière significative le nombre d'élèves par classe et pour améliorer le système éducatif.** Les suppressions d'emplois de professeur·es sont un non-sens.

La baisse démographique doit aussi être utilisée comme un moyen dans la lutte contre les inégalités scolaires et sociales qui minent notre système éducatif. Les chercheurs et chercheuses l'ont montré, la taille des classes influence particulièrement l'acquisition des connaissances, notamment pour les élèves défavorisé·es.

Les besoins sont criants à tous les niveaux et ce budget ne prévoit aucune création d'emplois de CPE ni d'AED, alors que les enjeux de climat scolaire sont de plus en plus évidents. À cette date, nous n'avons toujours aucune information sur la répartition des moyens en emplois d'infirmier·es, d'assistant·es sociales, et de Psy-EN. L'Éducation nationale manque de tous personnels : de professeur·es et d'AESH puisque 48 726 élèves en situation de handicap étaient sans solution d'accompagnement. Nous exigeons la création d'un vrai statut de la fonction publique pour les AESH.

Ce projet de budget ne prévoit rien en terme de revalorisation catégorielle. Par contre, encore un gel du point d'indice. Comment enrayer le déclassé salarial, et donc social, de nos professions sans passer par cette étape salariale ? Nous ne pouvons accepter que la question de nos rémunérations et de nos carrières soit tributaire d'hypothétiques marges budgétaires. Les personnels de l'Éducation nationale tiennent seul·es le service public national d'Éducation. Compter sur cet engagement, au service de l'intérêt général, sans engager la revalorisation est devenu d'un cynisme insupportable.

STOP !

Nous, organisations syndicales FSU, UNSA Éducation, CFDT Éducation Formation Recherche publiques et SUD Éducation, exigeons en Gironde comme sur l'ensemble du territoire :

- ✓ l'annulation des 4000 suppressions d'emplois d'enseignant·es et la création des emplois nécessaires à la baisse significative des taux d'encadrement ;
- ✓ le dégel du point d'indice et des mesures salariales catégorielles rapides et sans condition ;
- ✓ la création des postes de vie scolaire, d'assistantes sociales, d'infirmières et de psychologues scolaires en nombre suffisant dans tous les établissements scolaires ;
- ✓ la création immédiate d'un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH et des recrutements à hauteur des besoins ;
- ✓ la refonte et l'élargissement de la carte de l'éducation prioritaire avec des critères nationaux objectifs et transparents ;
- ✓ une école réellement inclusive et accessible à l'ensemble des élèves.
- ✓

Nous, organisations syndicales FSU, UNSA Éducation, CFDT Éducation Formation Recherche publiques et SUD Éducation, vous proposons alors un plan d'action durant le mois de mars 2026 pour gagner sur ces revendications :

- ✓ HIS et RIS
- ✓ Réunions de secteur inter-établissements
- ✓ **Une première journée de grève mardi 10 mars** avec assemblée générale pour discuter et décider des suites
- ✓ A partir du 10 mars, amplifions la mobilisation par toutes les initiatives possibles (pétitions, rassemblements, AG, reconduction de la grève, initiatives locales, actions avec les parents d'élèves et les élu·es, etc.)

Des préavis de grève sont déposés nationalement, chaque semaine, jusqu'à la fin de l'année pour couvrir toutes les mobilisations.

TOUTES et TOUS en GRÈVE
pour DÉFENDRE le SERVICE PUBLIC NATIONAL d'ÉDUCATION.
TOUTES et TOUS MOBILISÉ·ES POUR GAGNER !